

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

industries de service. Il y avait par exemple les entreprises de boue, les ateliers mécaniques, les entreprises d'essai, les citernes à eau qui faisaient le va-et-vient, les soudeurs et les transporteurs routiers qui déplaçaient les plate-formes. Toutes ces retombées ont disparu. En ce moment, il y a sur tout le territoire de la Colombie-Britannique 18 plate-formes qui forent des puits. Il y a quelques années, il y avait même celles de Petro-Canada dans le nord-est de la Colombie-Britannique, mais maintenant il n'y en a plus.

Une voix: Elles sont en mer.

M. Oberle: Elles sont parties au Sénégal et dans la mer du Nord. C'est là que Petro-Canada travaille. Ce n'est pas Esso Canada qui travaille au Sénégal ou en mer du Nord. Elle ne fore qu'au Canada, parce que les multinationales travaillent dans ces régions et qu'elle est dans l'impossibilité d'y aller.

Un pareil ralentissement de cette importante industrie a des effets catastrophiques. Par exemple, des faillites. Des statistiques ont paru ce matin, mais si l'on veut des précisions le chômage a augmenté de 160 p. 100 à Fort St-Jean entre le premier trimestre de 1981 et celui de cette année. Un grand concessionnaire automobile a fait faillite. Il avait consacré toute sa vie à cette entreprise jadis prospère, et maintenant il a déposé son bilan. Il avait répondu à l'appel lancé à la Chambre des communes il y a quelques années, quand le gouvernement avait pris l'engagement de réaliser l'autosuffisance énergétique d'ici à 1990. Le gouvernement avait déclaré que cela exigerait un investissement de 300 à 500 milliards, que chacun devrait montrer l'esprit d'entreprise qui nous caractérise pour découvrir de nouvelles façons de trouver de l'énergie.

Ma région a répondu à l'appel, tout s'est mis à bouger. A Fort Saint-Jean le nombre de chambres d'hôtel est passé de 320 à 1,100 en deux ans. Maintenant beaucoup de grands hôtels ont déposé leur bilan, dont un Holiday Inn. Les bonnes gens de l'endroit qui ont placé leur argent dans les motels, les petits restaurants et les ateliers cherchent maintenant à faire déduire ces pertes de leurs revenus. Mais ce n'est pas facile, parce qu'ils n'ont pas de revenus sur lesquels payer des impôts.

Je le répète, les conséquences sont désastreuses. Nous ne serons jamais auto-suffisants en 1990. Bien au contraire, nous allons devoir importer 50 p. 100 de nos besoins si nous maintenons le programme. Au mieux, nous pouvons espérer que les prix mondiaux de l'énergie vont continuer à baisser pour que les indemnités à l'importation du pétrole que nous payons pour permettre aux Canadiens de se chauffer ne nous coûtent pas trop cher. Quand je dis «ne nous coûtent pas trop cher», je veux dire pour le gouvernement. Bien entendu, celui-ci ne peut donner que l'argent qu'il a perçu auparavant. Je songe plus particulièrement aux habitants de l'Ouest, et notamment aux habitants de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, qui se trouvent à alimenter le fonds d'indemnisation des importations de pétrole précisément parce qu'ils habitent dans les seules provinces nanties. Toutes les autres provinces, elles, entrent dans la catégorie des provinces défavorisées.

C'est tout de même impensable de voir le gouvernement s'obstiner à poursuivre la réalisation du Programme énergétique national tout en sachant qu'il est nuisible. Si encore cela nous menait quelque part; s'il était nécessaire de détruire pour créer quelque chose, je comprendrais. Si encore, comme c'est le cas dans d'autres secteurs de l'économie, nous voulions modifier le comportement de la population pour la sensibiliser

davantage aux réalités du monde moderne, je comprendrais; mais ce n'est pas le cas.

Le secteur énergétique était florissant et il était en bonne partie sous contrôle canadien. On a tout à fait tort de penser que le secteur pétrolier est entièrement sous la coupe des multinationales. Il leur est arrivé d'agir de façon inconsidérée à propos de leur organisation ou dans le mode de relations entre leurs dirigeants avec les petites sociétés avec lesquelles elles collaborent dans les champs pétrolifères. Mais elles n'en savent pas moins que le meilleur moyen de créer de nouvelles richesses et de parvenir à ses fins, c'est de compter sur l'entreprise privée. C'est pourquoi on ne voit jamais de compagnie de forage s'occuper directement de l'entretien des plates-formes: elles laissent cela à l'entreprise privée.

• (1720)

Il y a quelques années encore, lorsqu'elles ont dû réagir contre certaines mesures législatives présentées par le gouvernement socialiste d'en face, elles ont toujours su que le meilleur vendeur d'essence, le dernier maillon idéal de la chaîne, était l'entrepreneur privé. C'est ce qui explique que la station-service soit laissée aux mains de l'entreprise privée. Les compagnies pétrolières savaient que c'était la formule la plus productive, la plus efficace, pour livrer le pétrole et le gaz au consommateur. Les compagnies pétrolières l'ont toujours su, et il est regrettable que le gouvernement au pouvoir ne le comprenne pas. Ce gouvernement veut détruire l'industrie et y substituer un système radical qui n'a jamais rien donné ailleurs où que ce soit au monde. Il sait à quoi tout cela aboutira, mais il s'obstine à vouloir détruire le système actuel pour faire l'expérience d'un régime dont nous savons tous déjà qu'il ne donnera rien de bon.

Le socialisme n'a jamais réussi nulle part, ce que les députés à ma gauche devraient savoir. Ils n'auraient qu'à se rendre dans les pays du monde à régime socialiste ou communiste pour constater que les gens y meurent de faim, qu'ils manquent de tout et qu'ils sont privés de tous les principaux biens de consommation. Si ces gens-là veulent certains produits, ils doivent les acheter au prix fort au marché noir.

Une voix: Les gens exploités se débrouillent comme ils peuvent.

M. Oberle: Ces députés-là savent que les citoyens et les travailleurs de ces pays sont dix fois plus exploités par les bureaucraties des gouvernements socialistes et centralisateurs que ne le sont nos ouvriers qui peuvent choisir de travailler pour telle ou telle entreprise libre.

La solution, ce ne serait pas que tous nos ouvriers commencent à travailler pour le gouvernement du Canada. Dans cinq ans, le gouvernement n'aura pas suffisamment d'argent pour reconquérir la position qu'il occupait sur les marchés mondiaux, position qui permettait aux Canadiens d'occuper le troisième rang parmi les pays qui jouissaient du meilleur niveau de vie, alors qu'ils n'occupent plus maintenant que le 12^e ou 13^e rang. La solution ne consiste pas dans l'étatisation. Il faut que l'esprit de la libre entreprise revienne, accompagné des encouragements qui inciteront les Canadiens à investir en eux-mêmes et dans leur pays, pour qu'ils reprennent confiance en leur propre créativité. Inspirer cette confiance est la première étape en vue de la réalisation de notre objectif. Sans elle,